



**UNIVERSITÉ
DE NAMUR**

FACULTÉ
DES SCIENCES ÉCONOMIQUES,
SOCIALES ET DE GESTION

Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion
Département des sciences politiques, sociales et de la Communication
Rempart de la Vierge 8
B-5000 NAMUR
Tél. 081 724815
Fax. 081 724840
E-mail : thierry.braspenning@unamur.be

Objet : suivi des évaluations externes du programme de « sciences politiques »

L'évaluation de la filière « Sciences politiques » des Facultés Notre-Dame de la Paix de Namur, aujourd'hui Université de Namur, a été conduite par l'Agence AEQES en 2009-2010. Ladite évaluation a donné lieu à l'élaboration d'un plan de suivi, réponses institutionnelles aux différentes remarques et recommandations émises par les membres du Comité.

Le présent document revient sur cette évaluation en dressant un bilan des années écoulées. Il est rédigé de manière à fournir à l'Agence l'état d'avancement complet du plan de suivi. Le document insiste autant sur les éléments qui ont été menés à leur terme que sur les axes en cours de réalisation et ceux dont la consolidation nécessiterait un investissement supplémentaire de la part de l'institution.

Les quatre premières sections partagent la structure suivante : d'abord, un rappel, *in extenso*, de la recommandation formulée par le Comité d'experts sur un axe donné ; ensuite, une insertion des réponses apportées par l'Université ; enfin, une discussion de la situation actuelle de l'axe ainsi examiné. La cinquième section est consacrée à la présentation des projets de développement de la filière.

I. Taille de l'équipe enseignante

Recommandations formulées par le Comité d'experts

Le taux d'encadrement, dans une institution de taille aussi réduite, met en évidence une fragilité du cursus. Il peut arriver qu'une seule personne assure le maintien de segments disciplinaires comme Relations internationales ou Études européennes. Son indisponibilité éventuelle ou son départ créerait un risque élevé de rupture.

Réponses apportées dans le Plan de suivi

L'Université a décidé de procéder à l'ouverture d'un post-doctorat de trois ans. Le mandat est destiné à venir renforcer le segment de « Relations internationales », tel que le comité l'avait souhaité. Mais l'Université va un peu plus loin. En effet, ce nouvel engagement participera à la croissance substantielle du nombre d'heures d'enseignements dispensés en anglais, prolongeant ainsi la volonté de mieux contextualiser la pratique linguistique des étudiants, au contact de leur matière. Ce que le Comité avait d'ailleurs encouragé.

Etat des lieux 2013

Le plan de suivi indiquait que l'Université procéderait à l'ouverture d'un poste d'enseignant-chercheur post-doctoral, ce qui fut fait en septembre 2011. Le profil de la personne sélectionnée a contribué à remplir deux autres souhaits des experts : augmenter le nombre d'heures de cours dispensés en anglais, et renforcer, au sein de l'équipe enseignante, la cohérence et la visibilité de la recherche autour des questions de relations internationales et de sécurité. La personne engagée venant d'outre-Atlantique (Canada), son implication dans la filière de science politique a permis de renouveler positivement les perspectives et le débat tant sur les questions de recherche que sur nos pratiques pédagogiques. En outre, son inscription au sein de la Chaire Tocqueville favorise le développement des travaux de sécurité présentés dans ce cadre.

Ce renfort post-doctoral ne constitue pas en soi la seule réponse aux suggestions formulées par le Comité d'experts : la filière de sciences politiques continue d'être portée par un seul académique à temps plein. Il s'agira, dans les années à venir, de pouvoir trouver les ressources nécessaires à la création d'un second poste d'enseignant-chercheur à durée indéterminée de manière à asseoir davantage cette filière dans l'institution en lui garantissant un cadre proche de celui des autres programmes d'enseignement de la Faculté.

Par ailleurs, le souci d'ouverture à la langue anglaise, que le Comité avait suggéré de densifier et de contextualiser, a connu deux extensions principales. Primo, au niveau de l'amplification, en sus du cours de *History and Theory of European Integration* (BAC 2, 30h), deux autres enseignements sont actuellement dispensés en anglais. Ce sont : les travaux pratiques du cours de *Relations internationales* (BAC 3, 15h) et le cours de *Comparative Politics* (45h), créé à la faveur d'une réforme de programme consécutive à la visite du Comité. Au rayon de la contextualisation, les cours d'anglais ont été revus de manière à mieux définir les thématiques proposées aux étudiants en fonction de leur cursus. C'est ainsi que l'enseignement a été retravaillé, en fonction des remarques des évaluateurs, dans deux directions complémentaires. D'une part, des textes portant sur des sujets politiques ont été incorporés de façon plus importante dans le portefeuille de textes à résumer. D'autre part, les étudiants sont désormais tenus, depuis l'année académique 2011-2012, de faire des présentations (par groupe) sur des sujets liés à la science politique. Ci-jointes les thématiques privilégiées en 2012 :

- China
- India
- NATO
- A document dealing with the EU/European policies
- A document dealing with a specific war
- Climate related issues
- The concept of leadership
- Analysis of a political speech (for instance : Obama's speech on race in the U.S.)
- Immigration

- Poverty in the world
- The nuclear issue
- Health related issues (AIDS, H1N1 Flu, etc.)
- Belgian politics
- The European crisis of public debt
- The issue of federalism
- The 2012 U.S. presidential election
- The political implications of the London Olympic Games

II. Valorisation de l'excellence du cursus de sciences politiques

Recommandations formulées par le Comité d'experts

La proximité du gouvernement et du parlement wallons devrait favoriser, tout particulièrement au niveau d'un cursus de sciences politiques, le développement d'échanges mutuellement fructueux : travaux de fin d'études auprès des acteurs de la vie sociale et politique, stages dans les administrations publiques lesquelles constituent d'éventuels employeurs pour un certain nombre de futurs diplômés. Une forme de mentorat pourrait être envisagée, des hauts fonctionnaires assurant une forme de tutorat adaptée, pour compléter la formation pratique de certaines catégories d'étudiants.

Resserrer les liens avec les institutions wallonnes présentes à Namur, pour améliorer encore l'insertion du site universitaire dans son environnement immédiat. Le choix des travaux de fin d'études fait par les étudiants, l'appel ponctuel à des experts de l'appareil gouvernemental et administratif pourraient constituer des outils de ce rapprochement.

Réponses apportées dans le Plan de suivi

Le Comité a regretté la faible visibilité d'une filière dont il a distingué la qualité. Ce sera une préoccupation essentielle de la Faculté de prêter davantage attention à sa communication interne et externe sur ses programmes. Trois pistes seront privilégiées : le renforcement de la présence des représentants de la filière de science politique dans les visites aux établissements d'enseignement secondaire supérieur de la région ; une insertion plus nette dans les encarts de la presse locale, régionale et nationale ; une plus grande ouverture à des échanges internationaux, notamment avec la France, le Canada et la Suisse. Pour mener à bien ces différentes tâches, les services de presse, de promotion des études et de relations internationales de l'Université seront mis à contribution de manière plus soutenue.

Etat des lieux 2013

Dans leur rapport, les experts avaient souligné l'excellence de la formation en science politique, mais avaient tout à la fois déploré son déficit d'image. Le plan de suivi annonçait dès lors la volonté du département de « prêter davantage attention à sa communication interne et externe sur ses programmes ».

Ce travail tant d'image que d'identité est en cours, porté désormais par le « Plan stratégique » (Horizon 2020) de la Faculté des Sciences Economiques, Sociales, et de Gestion dont le département fait partie. Les principales mesures visent à mieux faire connaître la qualité de son enseignement et à augmenter la visibilité de sa recherche. Le Baccalauréat en science politique bénéficie de cette dynamique. Par exemple, ses qualités sont plus régulièrement mises en exergue à l'occasion des salons de l'étudiant et lors des informations dans les écoles secondaires. La présentation des programmes est mieux servie par un nouvel ensemble de supports visuels. Les enseignants-chercheurs prenant part au Baccalauréat en science politique poursuivent le travail en ce sens, notamment par une politique plus active de recrutement d'étudiants.

En outre, la Chaire Tocqueville en politiques de sécurité, inaugurée après le passage des experts, s'est dotée d'un site web (www.tocquevillechair.org) qui non seulement présente l'actualité de la recherche qui y est menée mais aussi la qualité de la formation en science politique dispensée par ses membres. Certains événements mis en place par la Chaire ont également servi la notoriété de l'enseignement en science politique à l'Université de Namur. Ainsi, en 2011, les activités du professeur Francqui au titre Belge (Jef Huysmans), nommé par la Fondation Francqui sur proposition de l'Université, ont été coulées dans le programme de science politique, lui assurant de fait une visibilité notable tant au plan interne qu'externe.

III. La bibliothèque

Recommandations formulées par le Comité d'experts

En matière de bibliothèque, le cadre de travail est agréable, le personnel très disponible et motivé, les horaires d'ouverture aménagés pour répondre à la demande étudiante, et l'accès aux personnes à mobilité réduite garanti. Cependant, le fonds de livres et revues disponibles en sciences politiques est encore limité, restreint à des ouvrages en français souvent un peu datés. Un nombre élevé de nouvelles acquisitions d'ouvrages reste stocké dans les bureaux (des enseignants) du département, ce qui réduit leur accessibilité. Il manque une solide veille sur les grands domaines de la discipline pour assurer une mise à jour convenable des principaux ouvrages de référence. Si les glissements budgétaires au profit des ressources électroniques ont leur légitimité, il ne faudrait pas qu'ils aboutissent à une forme de dépérissement de la bibliothèque de livres. On relève enfin le coût élevé du prêt interuniversitaire (jusqu'à 8 euros) et l'information sans doute insuffisante auprès des étudiants sur la possibilité qu'ils ont de proposer l'acquisition d'ouvrages.

Réponses apportées dans le Plan de suivi

Le comité souhaite que les ressources bibliographiques de science politique soient étoffées. On peut heureusement déjà indiquer que la bibliothèque fait l'objet, depuis maintenant deux ans, d'un programme d'impulsion institutionnel, qui se traduit par une augmentation du budget. Depuis 2009, cependant, nous avons dû repenser la stratégie d'acquisition initialement adoptée. En effet, dans le nouvel environnement de l'Académie Louvain, il nous a semblé important de contrôler les doublons avec les bibliothèques des universités partenaires et, surtout, de concentrer les achats sur les ouvrages de base des différentes composantes de la science politique. Parallèlement à ces acquisitions, le département se dote progressivement d'un fonds d'ouvrages spécialisés dans le domaine des théories des Relations internationales et de la sécurité, champs fédérateurs des recherches menées en son sein. Pour l'essentiel, il s'agira néanmoins d'amplifier cette entreprise, afin de porter les ressources à disposition de la communauté du cursus « science politique » à la hauteur de celles des autres programmes, plus anciens, organisés par l'Université.

Etat des lieux 2013

Les experts avaient, avec raison, souligné la faiblesse du catalogue dédié à la science politique à la bibliothèque universitaire. A cet égard, le plan de suivi exposait la double stratégie choisie pour y remédier. Tout d'abord, il s'agissait de mettre en place une concertation avec les autres universités concernées par la fusion, pour éviter les doublons. La fusion des universités n'ayant pas eu lieu, cette stratégie a été abandonnée. Ensuite, il s'agissait d'étoffer rapidement la section « science politique » de la bibliothèque de Namur selon une logique de double spécialisation - spécialisation pédagogique, d'une part, avec un achat ciblé de manuels, de handbooks, de dictionnaires dédiés à la science politique en général ou aux divers champs de la science politique (politique européenne, relations internationales, sociologie politique, politique comparée, etc.), afin de donner le meilleur matériau aux étudiants. Spécialisation thématique, d'autre part, avec l'achat ciblé de livres récents ou classiques en études de sécurité, afin de permettre une connexion forte des membres de la Chaire Tocqueville avec leur environnement de recherche.

Cette double politique d'achat a été poursuivie avec cohérence ces trois dernières années. En conséquence, les rayonnages consacrés à la science politique se sont enrichis de nombreuses acquisitions inédites.

Cette politique d'achat sera maintenue de manière à combler progressivement le déficit d'ouvrages de référence qui avait été constaté par le Comité. Dans ce contexte, la désignation d'une personne responsable des achats et des contacts avec la bibliothèque assure la continuité d'une stratégie d'achat systématique reposant sur les caractéristiques suivantes :

- la mise en place d'une procédure de commandes récurrentes deux fois par an par le responsable départemental de la bibliothèque ;
- l'achat soutenu des ouvrages appartenant à des collections spécifiques (par exemple : sécurité) ;
- l'interpellation de tous les membres du Département en début de semestre pour l'achat de manuels par la bibliothèque.

IV. Modalités d'évaluation des enseignements

Recommandations formulées par le Comité d'experts

L'évaluation des enseignements est conduite selon des modalités qui, certes, favorisent un suivi longitudinal par l'institution, mais ne permettent pas des retours d'information en temps réel auprès de l'ensemble des étudiants. L'existence des «groupes de contact» n'atténue que partiellement cet inconvénient. Seules les évaluations des jeunes enseignants sont annuelles, au lieu de trois ans pour les enseignants plus expérimentés. Ce ciblage n'est pas sans avantage s'il a des implications sur le déroulement de leur carrière et leur permet d'améliorer leur pratique. En outre, il vise à ne pas démonétiser chez les étudiants l'acte d'évaluer si celui-ci devait être perçu comme trop fréquent et trop lourd. Encore faut-il que cette politique d'évaluation demeure transparente et systématique.

Réponses apportées dans le Plan de suivi

Le Comité note « la prise au sérieux de cette préoccupation de la qualité par l'institution, et ce depuis de longues années. Celle-ci s'est concrétisée par la création déjà ancienne de la Cellule didactique qui constitue un équivalent fonctionnel d'une Cellule qualité ». Mais il insiste sur la nécessité de mieux cibler les canaux des retours d'information auprès des étudiants. Il est vrai que le fait que les évaluations se tiennent au terme des enseignements, et parfois des examens, peut nourrir l'impression d'un retour différé. A Namur, pour contrôler de tels effets, l'Université a justement chargé une série d'instances du suivi, en temps réel, des enseignements. Les organes tels que la Commission de contact permettent de rectifier, en amont, les problèmes qui pourraient survenir en cours d'année. Les étudiants y sont représentés par des délégués élus. Ce sont ces derniers qui assurent la première fonction de relais entre ces instances et leurs camarades. Enfin, les enseignants dont les cours soulèvent quelques problèmes sont immédiatement informés par le Directeur des premiers cycles qui est aussi le Responsable académique de la Cellule didactique, organe facultaire chargé, comme on l'a souligné ci-dessus, de la qualité des pratiques pédagogiques. C'est ce dispositif, attendu qu'il a donné des résultats notables, comme le remarque le Comité, que nous entendons resserrer afin de mieux tirer parti des évaluations.

A cet effet, la Cellule didactique vient de terminer la rédaction d'un Manuel qualité qui propose une cartographie globale des segments constitutifs de la qualité au sein de la Faculté. Il a aussi été décidé d'entamer une réflexion sur un Référentiel de compétences, lequel permettra aux enseignants de s'approprier les pratiques d'évaluation. La Faculté renouvellera ses efforts dans l'affichage (non nominatif) des mesures prises par les enseignants consécutivement aux évaluations. Enfin, les enseignants seront invités à insérer dans leurs supports de cours, lorsque les circonstances l'exigent, les stratégies privilégiées pour répondre aux préoccupations révélées par les évaluations. Tout ceci devrait améliorer la fluidité et la vélocité des retours vers les étudiants.

Etat des lieux 2013

Les experts avaient apprécié la grande préoccupation de l'institution pour la qualité de l'enseignement. Ils avaient notamment été séduits par la présence de la Cellule didactique, organe-clef dans la production de cette qualité, mais avaient noté que la communication sur toutes les initiatives prises par la Cellule didactique – principalement les évaluations systématiques des enseignements – vers les étudiants était trop faible. A cette fin, une attention soutenue a été apportée aux deux dispositifs déjà prévus : la Commission de contact (organe de rencontre entre les délégués étudiants et les responsables pédagogiques), et la gestion des évaluations des cours par les étudiants lorsque celles-ci sont problématiques.

Comme mentionné dans le plan de suivi, un référentiel de compétences est actuellement créé par la Cellule didactique et permet ainsi de visualiser les compétences acquises par les étudiants de sciences politiques pendant leurs trois années de bachelier. De manière plus spécifique, cette démarche permet d'appréhender les dimensions suivantes : la progression du développement des compétences au cours des trois années du cursus, la complémentarité ou le renforcement cumulatif de certains enseignements, la contribution de chaque filière (plusieurs cours d'une même discipline) dans le développement des compétences au sein du cursus. Il est également possible d'identifier des compétences largement évaluées sans que la formation en soit systématiquement assurée, et vice versa. Dans le cadre du cursus analysé, ces résultats ont été confrontés aux objectifs et intentions pédagogiques du programme, mettant à jour des décalages qui ont pu être corrigés ou ont fait l'objet d'une réflexion commune des enseignants.

Tableau récapitulatif

Axes Lignes d'action Positionnement	Description des actions	Échéances	Résultats attendus	Résultats obtenus	Éléments probants	Suite à donner
Elargissement de l'équipe enseignante	Renforcement du personnel	Post-doctorant au 1 ^{er} septembre 2011	Consolidation de la filière « Relations internationales » et accroissement du nombre d'heures de cours dispensées en anglais	Post-doctorant engagé à partir de septembre 2011	Réforme de programme Cahiers des charges des cours impliqués	Pérenniser le dispositif
Renforcement de l'exposition des étudiants aux cours de sciences politiques dispensés en langue anglaise	Réforme du programme en sciences politiques	Réforme du programme en septembre 2011	nombre d'heures de cours dispensées en anglais	Renforcement de l'exposition des étudiants à la langue anglaise par l'introduction de cours de science politique en anglais et par la révision du cours d'anglais.		
Valorisation du cursus	Densification des visites aux écoles Encarts dans la presse Intensification des échanges internationaux	Depuis septembre 2010	Meilleure visibilité du programme et élargissement de son socle d'attractivité	Mise en place du Plan stratégique de la Faculté renforçant le contact avec le monde politique. Présence significative dans les écoles et journées « Portes ouvertes »	Plan stratégique de la Faculté Planning des présences dans les écoles et autres manifestations	Mise en œuvre, notamment dans le renforcement avec le monde politique.
Consolidation du fonds d'ouvrages et de revue de sciences politiques	Obtention d'un budget impulsif Désignation d'un responsable des achats	Déjà en vigueur avant les évaluations	Diversification et augmentation des sources documentaires	Politique d'achat revue sur base des caractéristiques suivantes : - Accroissement du	Rayons à la bibliothèque Site internet du Département	À pérenniser

Amélioration des modalités d'évaluation	Fluidifier et accélérer le retour des évaluations vers les étudiants	Fin septembre 2011	Optimisation du suivi des évaluations et de leur réception	Commission de contact pour assurer un meilleur retour vers les étudiants Elaboration d'un référentiel de compétences	PV des réunions des commissions de contact (cellule didactique) Travail entrepris sur le référentiel de compétences (cellule didactique)	A développer et surtout à prendre en considération en fonction des résultats obtenus	

V. Projets

Trois axes, dont certains avaient été identifiés par le Comité, constitueront l'essentiel de l'investissement de la filière dans les quatre ou cinq prochaines années : tirer davantage parti de la proximité du droit et de l'économie pour proposer aux étudiants des ouvertures disciplinaires plus fortes ; accentuer le profil international des étudiants ; renforcer les interactions avec le tissu politique régional et national.

Articulation au droit et à l'économie

Certes, les étudiants désirent bénéficier d'une formation rigoureuse dans leur champ principal d'études, mais ils souhaitent aussi s'ouvrir de manière privilégiée à d'autres disciplines. Une telle attente reflète en réalité deux préoccupations. D'une part, le souci de ne pas se sentir « piégé » prématurément dans leur cursus et se donner la liberté, le cas échéant, de changer de trajectoire. D'autre part, la volonté de diversifier leur profil professionnel afin d'améliorer leurs chances d'obtenir un emploi. Pour répondre à cette double préoccupation, la filière est engagée dans une réflexion avec la Faculté de droit, susceptible d'aboutir à des diplômes conjoints.

A côté cet axe exploratoire, la filière travaille déjà avec le Département d'économie, lequel propose aux étudiants de science politique un certificat en économie. Munis d'un tel certificat et de leur Baccalauréat en science politique, les étudiants peuvent accéder directement à un Master d'économie à l'Université catholique de Louvain. L'expérience doit encore être évaluée de manière approfondie durant l'année académique 2013-2014, mais quelques signes encourageants peuvent être portés à l'attention du Comité. Certains étudiants titulaires de ce certificat viennent d'être admis au Master d'économie politique internationale de Sciences Po Paris ou du King's College London.

Internationalisation des profils

Un des axes d'amélioration explicitement identifié par l'agence, la croissance des destinations ERASMUS, exige plus de ressources et d'autres orientations. Lors du passage des experts, la filière disposait de deux partenaires (Université de Kent au Royaume-Uni et Université de Maastricht au Pays-Bas), lui permettant d'envoyer à l'étranger au moins cinq étudiants sur vingt en moyenne. L'asymétrie des échanges, défavorable à Kent, a fini par rendre la poursuite de l'accord avec cette institution intenable. Si le français est un obstacle important pour les universités britanniques, il n'est pas le seul. La hausse des frais d'inscription au Royaume-Uni accentue la pression sur les Universités, les obligeant à être moins ouvertes à des arguments de type culturel. Mais le français est un atout pour des programmes d'échange avec le Canada, la France et la Suisse. Le système des grandes écoles en France rend peut-être moins évident les interactions en premier cycle. Mais d'autres options, notamment l'échange des enseignants-chercheurs, peuvent être envisagées.

Plus spécifiquement, pour développer le profil international des étudiants, la filière souhaite, dans un premier temps :

- conclure de nouveaux programmes d'échanges ERASMUS, en priorité avec des institutions francophones.
- compenser l'absence d'échange avec les universités britanniques par des ERASMUS enseignants, ce qui permettra aux étudiants de Namur d'être exposés aux méthodes pédagogiques déployées au Royaume-Uni. L'Université d'Edimbourg est intéressée par ce schéma de coopération.
- organiser des séminaires et/ou des séjours d'études dans des universités avec lesquelles l'Université a signé un accord-cadre. Un tel dispositif concerne donc non seulement les Universités européennes mais aussi des institutions extra-européennes, en particulier celles qui relèvent du projet pédagogique de tradition jésuite.

A terme, il s'agirait de pouvoir envoyer la majorité, voire la totalité, des étudiants à l'étranger pour des séjours de courte ou de moyenne durée (un à trois mois environ).

Renforcement des liens avec le tissu politique régional et national

La position géographique de l'Université de Namur, capitale de la Wallonie, proche de Bruxelles, siège de nombreuses organisations internationales (gouvernementales et non-gouvernementales) n'a pas toujours été exploitée de manière optimale. Même si la filière de science politique organise des visites annuelles au sein de différentes institutions¹, elle n'a pas encore opéré une jonction plus structurelle avec les différents acteurs socio-politiques. Par conséquent, la filière entend tisser des liens plus réguliers, sous un format stable, avec les univers politiques, économiques et culturels. Deux lignes d'action seront ciblées en priorité :

- accentuer l'interaction avec les acteurs socio-politiques dans le cadre des travaux des étudiants. De telles interactions existent déjà dans certains cours (Par exemple, « Questions de politique belge »). Il s'agit de transformer cette démarche encore rare en engagement collectif. Les enseignants seront invités à susciter et à soutenir cette pratique, si leurs cours s'y prêtent.
- organiser une série de conférences, tout au long de l'année, sur l'action socio-politique. La série de conférence devrait être inscrite dans un séminaire structurel (BAC 3), organisé de préférence autour de la pratique professionnelle des acteurs concernés (par exemple « être parlementaire » ; « comment fabrique-t-on la loi ? » ; « être conseiller politique » ; « comment devient-on diplomate ? » ; « être ministre », etc). Au minimum, chaque intervention ne devrait pas mettre l'accent exclusivement sur le parcours personnel de la personne invitée ; elle porterait surtout sur un regard interne du fonctionnement de l'institution dans laquelle travaille l'invité, son rôle au sein de celle-ci, les procédures de recrutement et les « astuces » pour y entrer et y réussir une carrière.

Il faut néanmoins rappeler que l'ensemble des projets ainsi discutés ne peut être soutenu par un seul académique. En d'autres termes, en l'absence d'une mobilisation de moyens supplémentaires de la part de l'Université, certains des projets risquent de ne pas changer de nature et rester ainsi à l'horizon de ce qui est souhaité pour continuer à améliorer la formation en science politique proposée par l'Université. Mais ces projets indiquent, surtout, que le statu quo ne peut faire croître une filière, quand bien même celle-ci aurait été reconnue d'excellente facture.

¹ Dans le cadre de leur formation, les étudiants du Bachelier en Science Politique effectuent plusieurs visites d'institutions politiques et judiciaires. Trois sont obligatoires et procèdent d'une logique allant du local au global: en BAC1 les étudiants visitent le parlement régional wallon, en BAC2 les étudiants visitent le parlement fédérales (Chambre et Sénat) et rencontrent à cette occasion plusieurs représentants et sénateurs de divers partis, en BAC3 les étudiants visitent une institution internationale (une institution de l'UE ou l'OTAN, selon les possibilités) et rencontrent des officiels du lieu. Occasionnellement, à côté de ces rencontres/visites obligatoires, les étudiants peuvent s'inscrire pour visiter d'autres institutions. Ainsi par exemple les enseignants de leur cours de Droit (BAC1) proposent-ils d'assister à une séance de cour d'assise.

Projets à soutenir

Recommandations/ Forces/Nouvelles options stratégiques	Description des actions	Degré de priorité * / ** / ***	Responsable	Degré de réalisation	Echéances	Résultats attendus
Articulation Droit- Economie	Rapprochement des cursus	***	T. Braspenning A. De streel	En cours	Dans les trois ans	Certificats conjoints ou autres formules
Internationalisation des profils	Formules d'échanges avec d'autres universités (type ERASMUS)	***	T. Braspenning	En cours	Renforcement dans les trois ans	Accroissement des possibilités d'échanges
Renforcement des liens avec les instances régionales	Organisation de conférences ou autres formules de renforcement	***	T. Braspenning	A mettre en œuvre	Année académique 2014-2015	Meilleur maillage entre l'UNamur et les instances régionales

Thierry Braspenning - Balzacq

Thierry Braspenning Balzacq
Professeur de science politique
Rempart de la Vierge, 8
Université de Namur
5000 - Belgique
003281/72.48.15
thierry.braspenning@fundp.ac.be

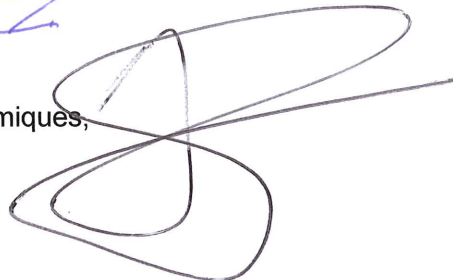
Pour le cursus évalué,

PR Thierry BRASPENNING BALZACQ
Coordonnateur de l'autoévaluation

PR Nathalie BURNAY
Directrice du Département des sciences politiques, sociales et
de la communication



PR Alain Decrop
Doyen de la Faculté des sciences économiques,
sociales et de gestion



Namur, le 19 août 2013